



# PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF POUR UNE MAISON INDIVIDUELLE DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

<b>CADRE 1 : DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE</b> déposée le 14/12/2022, complétée le 10/01/2023, affichée en mairie le 16/12/2022 par : Monsieur Laurent BRASSEUR  demeurant à : 19 rue du Belvédère 76130 MONT-SAINT-AIGNAN  pour : Rénovation des façades et menuiseries extérieures et une extension du garage sur un terrain sis à : 19 Rue du Belvédère 76130 Mont-Saint-Aignan	<b>CADRE 2 : PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF</b>  n° : <b>PC 076 451 22 00014 M01 2023.347</b> Surface de plancher (1) : 10,20 m <sup>2</sup>  Surface de plancher démolie : 17,40 m <sup>2</sup>  Nb de bâtiments : 1 Nb de logements : 1  Destination : Ext. Hab. Ind.
---	---

## LE MAIRE

Vu la demande de permis de construire sus-visée (cadre 1),  
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
Vu le plan local d'urbanisme intercommunal approuvé en date du 13 février 2020, modifié le 5 juillet 2021, le 13 décembre 2021, le 6 février 2023,  
Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone UCO-1,  
Vu l'avis de la direction de l'assainissement de la METROPOLE ROUEN NORMANDIE,  
Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques,  
Vu l'avis de madame LELIEVRE, architecte des bâtiments de France,  
Vu l'arrêté de permis de construire n° PC 076 451 22 00014 en date du 23/05/2022,  
Vu la demande en date du 14/12/2022 complétée le 10/01/2023 et les plans,

## ARRÊTE :

Article 1 : le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande sus-visée cadre 1 et avec les surfaces figurant au cadre 2, **sous réserve de ne pas enduire le mur et le pilier de clôture existants.**  
Article 2 : les prescriptions imposées par les différents services devront être strictement respectées.  
Article 3 : les documents modificatifs joints à la demande sont approuvés.  
Article 4 : le présent arrêté modifie et complète l'arrêté du 23/05/2022 auquel il demeure désormais annexé.  
Il est signalé au pétitionnaire que la construction prévue donnera lieu obligatoirement au versement de la taxe d'aménagement et, dans certains cas, de la redevance d'archéologie préventive.  
La présente décision est transmise au représentant de l'État le **30 MARS 2023** dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

le 27/03/2023

pour le maire et par délégation



**Bertrand CAMILLERAPP**

adjoint au maire chargé de l'urbanisme  
et du patrimoine

## INFORMATION - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATION - A LIRE ATTENTIVEMENT

<b>* DROITS DES TIERS</b> Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire du permis de construire de respecter. <b>* VALIDITÉ</b> Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. <b>* AFFICHAGE</b> Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois. <b>* DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS</b> Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (Au terme d'un délai de quatre mois, le silence du Maire vaut rejet implicite). <b>* ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES</b> Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.
--

(1) Voir la définition sur le formulaire de demande du permis de construire.